

L'avenir est-il aux mouvements politiques plutôt qu'aux partis?

Les partis politiques, nés des grands clivages du XXe siècle, sont-ils appelés à disparaître au profit de mouvements centrés sur de nouveaux enjeux sociétaux, autour d'un leader charismatique?

Les partis politiques constituent la base de notre démocratie. Or, selon de nombreuses enquêtes, ils font immanquablement partie des institutions envers lesquelles les citoyens ont le moins confiance. On leur reproche le plus souvent l'abandon des idéaux qui ont présidé à leur fondation au profit d'une quête du pouvoir effrénée, source de toutes les compromissions. Conséquence directe: la politique menée varie peu d'un parti à l'autre. Peu de parti pris par les partis, si l'on peut dire.

Satisfaire son camp plutôt que l'intérêt général

Une fois au pouvoir, les élus en viennent souvent à croire que leur raison d'être tient à la satisfaction de leur électorat (sans qu'ils ne pourraient se maintenir en place), plutôt qu'à la conception du bien commun qui sous-tend leur origine. On rappellera pourtant à nos dirigeants que Mitterrand a été élu Président de la République française après avoir fermement affirmé être contre la peine de mort, dans une société qui s'y disait majoritairement favorable. L'authenticité et l'assertion de valeurs universelles, voici peut-être ce que nous attendons inconsciemment de la politique (entendez: ce que ne disent pas les sondages d'opinion).

Cela pourrait contribuer à expliquer l'émergence et le succès croissant depuis quelques années d'une autre forme d'organisation: le mouvement politique. Contrairement aux partis, son *modus operandi* se constitue généralement autour d'une problématique bien précise. Les mouvements ont ainsi quelques idées-forces, mais ne se sentent pas obligés d'avoir un avis sur tous les sujets, qu'ils soient de nature économique, sociale ou éthique.



Vincent Laborderie

Politologue à l'UCLouvain



Sarah Halfin

Ingénieure de gestion et consultante

Autre spécificité, leur structure interne est généralement décentralisée et horizontale. Ceux qui réussissent politiquement sont par ailleurs portés par des personnalités charismatiques. On pense, par exemple, à Greta Thunberg et son combat pour l'environnement ou, à une tout autre échelle, à Raphaël Glucksmann et ses actions humanistes notamment en faveur des Océans.

Trump et Macron, même dynamique

Les mouvements s'appuient typiquement sur les réseaux sociaux, au point d'en faire leur moyen de pression de prédilection. C'est ainsi que le compte Instagram de Raphaël Glucksmann et ses 629.000 abonnés ont contribué à faire changer le mode de production de plusieurs grandes marques internationales. Car si le mouvement politique peut se présenter aux élections, il utilise d'autres modes d'action pour agir sur le réel.

Il y a lieu de souligner également que l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron et de Donald Trump s'est appuyée sur une dynamique de mouvements politiques. C'est tout à fait clair dans le cas d'En Marche, nommé aux initiales de son chef de file, et qui, à l'origine, autorisait la double affiliation avec un parti. Depuis, En Marche a échoué à se transformer en véritable parti, ce qui explique son incapacité à s'implanter localement. Mais la dernière élection présidentielle semble avoir sonné le glas des partis traditionnels en France.

Le trumpisme constitue bien lui aussi un mouvement politique, incarné plus que les autres par un leader qui a apporté une réponse à l'une des questions centrales de notre temps: l'enjeu identitaire et le rapport à la mondialisation. Pour arriver au pouvoir, Trump a dû phagocytter le parti républicain afin de profiter de sa structure.

Dans la lignée populiste, on peut aussi mentionner le mouvement italien cinq étoiles mené à l'origine par l'humoriste Beppe Grillo – et dont le mode de fonctionnement se fonde

sur l'utilisation d'un blog, ainsi que le mouvement espagnol des indignés Podemos, la France Insoumise ou encore Siriza côté grec. Ces trois mouvements de gauche radicale ont su proposer un discours fort et cohérent en réponse à la gestion de la crise financière de 2008.

Comme exprimé précédemment, un des atouts des mouvements politiques est de se constituer autour d'enjeux de société spécifiques et liés à notre temps. À l'inverse, les partis politiques inscrivent généralement leur positionnement au sein du clivage gauche-droite, hérité de la lutte des classes du XIXe siècle. Or c'est un lieu commun que de dire que le monde a bien changé depuis cette époque, et plus encore durant les trente dernières années. Depuis, les questions du rapport à la mondialisation, aux migrations et à la sauvegarde de la planète transcendent le clivage gauche-droite traditionnel. Et on ne parle même pas de la crise Covid et de ses conséquences socio-économiques et générationnelles.

Les partis figent le cadre de référence et ne peuvent, dès lors, être qu'en dissonance avec le réel, complexe et plus que jamais changeant. Adaptés au temps présent, les mouvements politiques sont souvent éphémères. Les cas de Trump, de Podemos ou du Mouvement cinq étoiles le montrent. Ils disparaissent souvent presque naturellement, une fois que le sujet qui les a vus naître et a rendu leur discours pertinent est chassé par un autre. Le leader charismatique peut aussi être discrédité, ou simplement usé, et la cohésion interne minée par des dissensions. Surtout, l'absence de structure conduit logiquement à des déconvenues une fois le pouvoir conquis.

En Belgique, paysage figé

Peut-être serez-vous étonné de ne pas retrouver d'exemples de mouvements made in Belgium. Notre paysage apparaît plus que jamais figé, avec un système où les partis règnent en maîtres. La Belgique a bien connu des mouvements politiques, il y a une vingtaine d'années, avec des formations comme Vivant ou le MCC. Celles-ci étaient centrées sur des personnalités (Roland Duchâtelet et Gérard Deprez) et portées par des idées-forces, en l'occurrence le revenu universel et la réforme de la pratique politique. Mais ils sont probablement arrivés trop tôt, dans un contexte où la percée de nouveaux acteurs dans le système est très difficile. Les Belges ont-ils seulement conscience que le mouvement politique constitue une véritable alternative à l'engagement politique classique?

Les mouvements ne se sentent pas obligés d'avoir un avis sur tous les sujets.